

Flash info PsyEN

Amplifier la mobilisation !

Tous ceux qui pensaient que l'affaire était bouclée et qu'il fallait en prendre son parti commencent à déchanter. De toutes les académies malgré les dates de départ en vacances, nous reviennent les comptes rendus des AG qui se sont tenues, des actions menées (CIO Plein vent, rassemblements devant le rectorat ou le conseil régional, distribution de tracts, contacts avec la presse...) montrant que les PsyEN et les DCIO ne sont pas prêts à se laisser faire.



Il semble que le MEN commence à prendre conscience de la profonde colère de l'ensemble de la profession et même au-delà.

Séance du Conseil Supérieur de l'Éducation du 12 Avril

Lors de cette séance où était présentée « le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (!), la représentante du SNES-FSU dans son intervention a dénoncé la **brutalité des annonces et la souffrance des personnels qui se battent depuis des années pour préserver le service public d'orientation de l'Éducation nationale contre des politiques prêts à le vendre aux plus offrants**. Au nom de la FSU elle a clairement annoncé l'opposition à ce projet qui comporte des attaques contre le service public de l'orientation mais également contre la formation professionnelle publique.

Interpellé sur la situation, le représentant de la DGESCO s'en est tenu au projet de loi qui ne contient pas de propositions sur la fermeture des CIO, ni sur la nomination des PsyEN EDO dans les établissements scolaires. Il a indiqué que rien n'était décidé tant que la mission con-

fiée à P. Charvet et à un président de région n'aurait pas abouti.

On peut s'étonner que le Ministère de l'Éducation nationale subordonne les missions et l'avenir d'un corps de fonctionnaires d'État aux discussions d'un président de région et d'un inspecteur général ! Le MEN n'a-t-il pas des attentes ? Il nous semblait qu'elles avaient été exprimées clairement dans le nouveau statut et dans la circulaire nationale de missions !

Mais nous pouvons nous interroger également sur le phénomène d'hallucination collective qui aurait atteint les organisations syndicales pourtant reçues à des moments différents ! N'avons-nous pas entendu que les PsyEN seraient nommés en établissements et que les CIO fermeraient « puisque la missions d'information était transférée aux régions » ? Le MEN semble donc opérer un retro pédalage qui signe bien la prise en compte de la détermination des collègues !

Actions dans les académies...



De Lille à Strasbourg, de Bordeaux à Nice en passant par Limoges et Nancy, partout en France, les collègues organisent la riposte,



décorent leurs CIO pour alerter les usagers, organisent et animent des AG, informent les enseignants, les parents et tous leurs partenaires de ce projet néfaste pour les élèves, les étudiants et qui remet gravement en cause l'organisation même de leur travail... **Les collègues ne s'y trompent pas, des CIO fermés, ou même « maintenus dans un cadre régional », avec des missions inévitablement différentes et un cahier des charges leur imposant des catalogues de « bonnes pratiques »** ainsi que cela a déjà été évoqué à Bordeaux ou à Rennes, ils n'en veulent pas !



Intersyndicale: Construire un front contre le démantèlement du service public d'orientation de l'Éducation nationale

A l'initiative du SNES-FSU, une rencontre avec la CGT éducation, F.O., Sud éducation et le SNEP sur l'ensemble des réformes s'est tenue mardi 17 avril 2018. Le SGEN a décliné l'invitation, la réponse de l'UNSA est en cours. Cette réunion concernait l'ensemble des réformes (lycée, Parcoursup, voie professionnelle, apprentissage, régionalisation des DRONISEP, suppression des CIO). Elle a permis l'écriture d'un texte mentionnant notamment la situation des DRONISEP et des CIO, signé par la CGT, Sud éducation, le SNES et le SNEP.

L'ensemble des organisations syndicales présentes ont prévu de se réunir de nouveau, afin de travailler à la rédaction d'un **texte unitaire portant spécifiquement sur la situation des CIO, des DRONISEP et des PsyEN.**

Pour le SNES-FSU, il est nécessaire d'unifier nos efforts pour que la mobilisation contre les projets gouvernementaux s'amplifie et pour que, dans le cadre d'une **intersyndicale**, des décisions d'actions d'ampleur nationale soient prises, comme, par exemple, une journée de manifestation nationale au plus tard début juin.